

La voix de l'Opposition de gauche

Sionisme et islamophobie au service du Nouvel ordre mondial.
Propagande et manipulation des masses.

22 septembre 2012

Quand on se destine à analyser le discours d'un intervenant, on doit commencer par se demander à qui il s'adresse en particulier :

- A la population en général ;
- A ses partisans ou alliés ;
- A ses adversaires ;
- Enfin, à ses ennemis.

Une fois qu'on a répondu à cette question, on comprend mieux l'objectif de son discours qui n'est pas forcément formulé ou demeure implicite, parfois pour entretenir une certaine confusion ou permettre une double lecture, ce qui relève de la démagogie ou de la manipulation selon les cas. Et quand il figure explicitement, rien ne dit qu'il soit celui recherché effectivement, cela peut être un piège pour induire en erreur ses interlocuteurs ou ses lecteurs.

Commençons par le film islamophobe parti des Etats-Unis.

Rappelons qu'il a été diffusé en Egypte en premier sur un réseau salafiste la veille du 11 septembre, jour où une attaque s'est produite contre le consulat américain à Benghazi, on peut donc estimer que la sortie de ce film et les événements qui ont suivi dans plusieurs pays du Proche-Orient et en Afrique du Nord ne sont pas le produit du hasard.

La personnalité des producteurs et réalisateurs, présentés comme des coptes d'origine égyptienne, en réalité liés à la mouvance chrétienne extrémiste des néo conservateurs américains, laissait à penser que cette opération portait la marque des sionistes étroitement liés à cette mouvance ultra réactionnaire selon un rédacteur du Réseau Voltaire bien informé, précisant qu'ils avaient monté cette provocation en réaction au refus répété depuis des mois d'Obama d'intervenir militairement en Syrie et d'attaquer l'Iran, cette opération serait donc liée au désaccord existant au sommet de la classe dirigeante aux Etats-Unis sur la marche à suivre pour franchir une nouvelle étape sur la voie du Nouvel ordre mondial qui dicte leur politique et dont les sionistes sont les inspireurs et les principaux bénéficiaires.

Voyons comment se sont positionnés les différents acteurs de ce mauvais scénario.

Google et You Tube, en fait les mêmes actionnaires, ont poursuivi la diffusion d'un extrait de ce film aux Etats-Unis, au nom de la liberté d'expression inscrite dans la Constitution. Par contre, ils l'ont retiré (censuré) dans plusieurs pays à majorité musulmane. Normal, puisque la cible se situait aux Etats-Unis : Obama et les démocrates.

- Un juge californien a rejeté jeudi une requête visant à contraindre le site de partage de vidéos YouTube à retirer le film L'Innocence des musulmans à l'origine de violentes manifestations de colère dans le monde arabo-musulman. (lemonde.fr 20.09)

En laissant se film sur You Tube à l'exception de quatre ou cinq pays, ils permettaient ainsi à la population des puissances occidentales alliés des Etats-Unis et comportant une forte minorité musulmane de visionner ce film et de réagir violemment en causant des troubles à l'ordre public, forçant les gouvernements de ces Etats à prendre des mesures répressives ou liberticides en conséquence en interdisant toute manifestation, mais surtout à exprimer leur soutien à la liberté d'expression dont se réclament les auteurs de ce film ainsi que la justice américaine, ce qui revenait à adopter la position que les commanditaires de ce film recherchait.

Cette provocation a fourni un prétexte aux islamistes radicaux instrumentalisés par Israël, le Qatar et l'Arabie Saoudite, pour tenter de dresser la population musulmane contre les Etats-Unis, contre l'administration démocrate aux commandes plus précisément, réaction violente conforme à ce que les auteurs de ce plan en attendaient.

- Washington a retiré depuis le 15 septembre une bonne partie de ses diplomates du Proche-Orient. Les ambassades des Etats-Unis prennent dans la région l'allure de forteresses assiégées. La vague de protestations provoquée par la diffusion du film L'Innocence des musulmans ne s'éteint pas. Elle donne l'image d'un monde musulman figé dans un antiaméricanisme irréductible.

Le film a servi de prétexte aux plus radicaux des islamistes. Ils l'ont exploité pour mobiliser contre les Etats-Unis et mettre en porte-à-faux la famille politique qui s'installe au pouvoir dans le monde arabe, les Frères musulmans - lesquels ne demandent qu'à développer les meilleures relations avec l'Amérique.

Il reste que le film a été le détonateur d'événements, hélas ! prévisibles, dont le résultat est tragique : ils portent un coup sévère à la politique d'Obama ; ils se soldent par la mort de plusieurs personnes. A qui la faute ?

La réaction américaine a été à double détente. La secrétaire d'Etat affirme que les Etats-Unis n'ont rien à voir avec une "*vidéo répugnante*", destinée à "*dénigrer une grande religion*". Hillary Clinton ajoute que rien, cependant, ne peut justifier les violences qui ont été commises. Les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité.

Après les événements de Benghazi et du Caire, le gouvernement américain aurait suggéré à YouTube de retirer le film. Au nom du 1er amendement, YouTube a refusé – sauf en Egypte, en Libye, en Afghanistan et au Pakistan.

Professeur de libertés publiques à Harvard, Michael Ignatieff dénonce le chantage à la violence : "*S'il advient que plus aucun auteur n'ose insulter l'islam après l'affaire Rushdie ou après les attaques contre des caricaturistes danois, alors, nous y perdrons tous.*" C'est ce que sous-entendait Mme Clinton. (lemonde.fr 20.09)

Un élément jamais évoqué par ceux qui se réclament du 1er amendement de la Constitution américaine, le Patriot Act qui a mis sous surveillance la société américaine depuis le 11 septembre 2001.

A ce propos l'hypocrisie de Mme Clinton et ses semblables saute aux yeux, quand on a à l'esprit qu'il suffit de prononcer des paroles cataloguées par la CIA comme faisant partie du registre des terroristes à la terrasse d'un café par exemple en présence d'un de ces agents pour être immédiatement interpellé, on se dit que le respect de la liberté d'expression est à géométrie variable et susceptible d'être bafouée arbitrairement aux Etats-Unis.

Quand Mme Clinton dit que *"les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité"*, elle en dit trop et pas assez à la fois, c'est le but recherché, car elle sait évidemment qui sont les manipulateurs, mais elle ne peut pas les nommer sans risquer pour sa vie.

Pour s'en sortir honorablement et enterrer l'affaire, elle n'a rien trouvé de mieux qu'annoncer la création d'une commission bidon qui serait nommée par elle ! Que pouvait-elle faire d'autres ? Dénoncer les républicains et le lobbying sioniste qui sévit aux Etats-Unis, qui contrôle la Fed ? En formuleraient-elle seulement l'idée imprudemment en comité restreint qu'elle serait liquidée sur le champ avant de parler.

- Hillary Clinton a annoncé jeudi la création d'une commission d'enquête sur l'attaque du consulat américain à Benghazi, qui a coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye et à trois autres Américains.

Cette commission, composée de quatre personnalités choisies par la secrétaire d'Etat elle-même et par une autre personne désignée par la communauté du renseignement, sera présidée par l'ancien ambassadeur Thomas Pickering.

Près de deux ans après le début du *"printemps arabe"*, certains parlementaires américains se sont interrogés sur le bien-fondé de maintenir une aide aux pays concernés par ces violences contre les intérêts des Etats-Unis.

"Il y a à l'évidence de véritables défis à relever dans ces nouvelles démocraties, dans ces sociétés fragiles", a dit Hillary Clinton.

"Nous sommes inquiets, en tout premier lieu, pour nos propres ressortissants et pour nos installations mais nous sommes aussi inquiets au sujet de la sécurité intérieure dans ces pays, car, au bout du compte, ce sont les hommes, les femmes et les enfants de ces sociétés qui se trouvent en danger dans leur quotidien si des initiatives ne sont pas prises pour tenter de rétablir la sécurité", a-t-elle ajouté. (Reuters 20.09)

On atteint là le comble du cynisme sachant que les Etats-Unis sont en guerre perpétuelle contre tel ou tel peuple qui ne les ont jamais agressés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Les pays arabes font cause commune avec les Etats-Unis et Israël contre leurs propres peuples et ceux de la région, un dernier élément le confirme. Leurs dirigeants savent que du jour au lendemain il peut leur arriver le même sort qu'à S. Hussein et Kadhafi, par exemple à l'issue des élections américaine de novembre prochain.

- Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais *"utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif"*, a dit le diplomate américain Robert Wood.

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un "*geste de bonne volonté*" leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé. (Reuters 21.09)

Passons aux caricatures de Charli Hebdo.

Il ne s'agit pas d'une simple provocation de plus, mais d'une double provocation conduisant à dresser musulmans et non musulmans les uns contre les autres.

Elles sont parues dans la foulée de ce qui vient d'être évoqué. Leur auteur prétend agir au nom de la défense de la liberté d'expression, pour en fait se livrer à une vulgaire provocation, qui va d'un côté alimenter l'islamophobie ou la haine des musulmans, de l'autre provoquer une réaction violente de la part des islamistes radicaux qui n'en demandaient pas tant pour sortir du bois, qui sait, par ce biais se faire une légitimité qu'ils n'auraient jamais pu trouver autrement en s'affichant comme les champions de la défense de l'islam.

Personne n'a dû leur souffler de faire paraître ces caricatures grotesques, qui vont alimenter utilement la propagande sioniste islamophobe, qui est passée à l'échelon supérieur les jours précédents. Charli Hebdo = BHL d'une certaine manière, en plus rustre, plus grossier, méprisant, pire, humiliant envers les musulmans, pendant que les Etats-Unis diabolise le régime syrien et iranien, ils se complètent en tout cas. Est-ce inconsciemment qu'ils servent la cause de l'impérialisme américain et sioniste qui mène une croisade sur l'ancien territoire de l'empire ottoman à des fins économiques ? Il y a ainsi des gens qui n'ont pas besoin qu'on les instrumentalise pour être manipulés ou se faire les complices de crapules, de vermines.

- Concernant la photo publiée par le quotidien algérien Ennahar de Bernard-Henri Lévy en train de lire un exemplaire du journal satirique Charlie Hebdo qui avait fait scandale dans le passé, "Charia Hebdo", avec pour titre: "*Le sioniste Lévy derrière la campagne visant à porter atteinte au prophète*", le journal précise que son origine n'est autre que le site de BHL. (AFP 21.09)

Facebook a censuré une page du magazine Le Point qui contenait une caricature. Normal, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius est aux petits soins pour le Qatar, le Bahreïn, l'Arabie Saoudite et Israël, pas question de laisser perturber la politique internationale du gouvernement qui s'apprête à intervenir au Mali.

- Le réseau social Facebook a décidé, mercredi 19 septembre, de suspendre la page de l'hebdomadaire "*le Point*" après la mise en ligne sur cette page de l'une des caricatures de Mahomet publiées par "Charlie Hebdo".

Intitulé "*Pourquoi 'Charlie Hebdo' joue avec le feu ?*", ce message, publiée vers 18h, reprenait la caricature qui singe "*Le mépris*", dans laquelle le prophète interpelle langoureusement : "*Et mes fesses, tu les aimes, mes fesses ?*"

Moins d'une heure plus part, la publication est supprimée par Facebook, rapporte "*le Point*", et l'administrateur de la page reçoit un message d'avertissement : le contenu publié est "*en infraction avec les règlements*" du réseau social. La page est ainsi bloquée pour 72 heures.

Contacté, Facebook parle d'"*une erreur*", arguant que "*tout a été restauré dès que nous avons été avertis*".

La page Facebook du "Point" est de nouveau accessible, toutefois sans la publication polémique. Jérôme Bégé se dit "*content que la page soit revenue en ligne*", et "*ne veut pas en faire toute une histoire....*" (nouvelobs.com 20.09)

Bien entendu, les chefs des différentes religions en ont profité pour prôner la tolérance avec laquelle l'ignorance fait bon ménage, et apparaître ainsi comme des saints hommes.

- Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, basée au Caire, a condamné ces caricatures "*portant atteinte à l'islam et à son prophète*". L'Osservatore Romano, le journal du Vatican, a qualifié cette publication d'"*initiative discutable*", qui "*jette de l'huile sur le feu*", "*alors que l'on cherche péniblement à faire baisser la tension qui traverse le monde islamique en raison du film*" anti-islam.

L'évêque catholique d'Evry, Mgr Michel Dubost, et le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui, ont lancé un appel commun "*à la fraternité et au respect de l'égalité*". Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a également "*désapprouvé*" les caricatures.

L'exécutif français semblait tenter de calmer le jeu, prônant la défense de la liberté d'expression et rappellant qu'il était toujours possible d'en référer à la justice. (AFP 19.09)

La totalité de la presse et des médias (à ma connaissance), le gouvernement, les partis de droite comme de gauche, de la gauche de la gauche, de l'extrême gauche supportent Charlie Hebdo, ce qui n'a rien d'étonnant, un bel exercice d'union nationale en défense de la religion et non de la liberté d'expression comme on voudrait nous le faire croire. Le Pen en profite pour appeler à l'interdiction du voile et de la kipa dans les lieux publics et dans la rue et la boucle est bouclée.

Ce journal se voulait libertaire, ce qui se traduit par faire ce que je veux quand je veux sans tenir compte du contexte environnant, de rien ni personne, on comprend pourquoi Marx et Engels avait viré Bakounine l'anarchiste de la Première internationale, pour avoir eu exactement le même comportement. (Lire Marx-Engels dans le texte à ce propos dans le site à la page *Défense du marxisme*.)

Les Etats-Unis et Israël peuvent être satisfait (provisoirement) du résultat de ces provocations, qui ont vu les pays arabes s'aligner derrière eux comme un seul lors de l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique. C'était peut-être là le fond de cette affaire puisque cette réunion était inscrite de longue date dans leur agenda, plus que faire pression sur Obama. A suivre.